

Résumé du rapport de l'institut Montaigne sur la stabilité du Maghreb, un impératif pour l'Europe.

Ce thème a fait l'objet de la note de mai 2021 de l'Institut Montaigne. D'une centaine de pages, l'analyse de la situation a été développée par Hakim Karoui, Senior Fellow de l'Institut.

1 L'Europe semble sous-estimer l'importance du Maghreb dans sa réflexion stratégique globale.

Elle ne se donne pas les moyens de soutenir les économies de cette région pour assurer sa stabilité sociale et donc politique, alors que cette dernière attire de plus en plus de puissances étrangères concurrentes à l'Europe.

C'est le cas pour la Tunisie, en particulier, dont l'attractivité pour les puissances non occidentales réside dans le symbole politique qu'elle représente, étant la seule démocratie du monde arabe, et dans sa proximité, notamment commerciale, avec l'Europe.

C'est ainsi que si la part des importations tunisiennes à partir de la France s'érode (de 7% en 10 ans), elle a, au contraire, doublé à partir de la Chine. La Turquie, dans le domaine des infrastructures, et le Qatar, dans celui du financement des investissements, voient, de même, leur influence monter en puissance.

Faute d'avoir engagé les réformes profondes dont l'économie a besoin pour stabiliser la hausse des prix, améliorer la productivité du travail, lutter contre les rentes, limiter le recours à l'emploi public et, à terme, pour libérer pleinement son potentiel de croissance, la réponse des autorités tunisiennes à la crise demeure limitée financièrement, le plan de relance s'étant avéré modeste, tout financement supplémentaire restant conditionné à la mise en place de réformes structurelles.

2 La crise sanitaire a accru l'instabilité des trois pays du Maghreb.

Le chômage y pousse les hommes dans la force de l'âge à l'émigration illégale, créant une situation fragile qui pourrait avoir des conséquences préoccupantes pour l'Europe en termes de sécurité et d'implantation d'éléments hostiles. Des trois pays du Maghreb, c'est la Tunisie qui connaît la situation la plus préoccupante à court terme car les besoins de financement pourraient s'élever à 9 milliards d'euros pour les scénarios pessimistes (instabilité gouvernementale et difficulté à mettre en œuvre les réformes).

De ce fait la Tunisie aurait besoin d'un soutien massif, de long terme et sans contrepartie trop brutale pour éviter un choc social et politique qui menacerait le fragile édifice démocratique.

Une allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI aux économies des pays du Maghreb pourrait être un moyen d'accroître leurs réserves internationales.

La Tunisie, tout particulièrement a besoin d'être soutenue dans ce contexte de crise sanitaire, laquelle pourrait lui constituer une opportunité de se relancer durablement en accélérant la transformation de son modèle de développement.

Compte tenu des imbrications humaines, politiques, économiques et sociales entre le sud de l'Europe et le nord de l'Afrique, cela constitue un enjeu majeur pour l'UE qui ne souhaite certainement pas voir se consolider à ses portes l'implantation turque ou chinoise et encore moins monter en puissance des groupes islamistes agressifs.

Pays à revenus intermédiaires, la Tunisie ne peut faire de création monétaire et n'est pas dans les radars de l'aide budgétaire internationale.

Pour l'Europe (Italie, Espagne, France notamment), aider les pays du Maghreb à franchir la crise est socialement juste, moralement nécessaire et politiquement utile avant qu'il ne soit trop tard.

3 Un modèle de croissance vulnérable.

En Tunisie, la démocratie s'enracine mais l'économie ne retrouve pas le niveau de performance de la décennie précédant la révolution. Les dernières prévisions du FMI 2020 accusent un recul du PIB de 8,2% et un solde public dégradé (10,6 % en 2020, 9,3 % 2021)

Pays ouvert, l'un des plus compétitifs avant 2010, il voit ses institutions se fragiliser et sa situation économique et financière se dégrader depuis, alors qu'il pourrait mieux s'intégrer aux chaînes de valeurs globales.

Insuffisamment orientée vers le commerce international, son économie n'exploite pas assez son potentiel de croissance et n'est pas assez productive, tablant essentiellement sur des exportations liées aux services et sur les IDE dans le textile et la micro-électronique.

La Tunisie peine à valoriser pleinement ses atouts dont le faible coût du travail allié à un système de formation relativement efficace.

Elle subit cependant le poids d'un secteur abrité lié aux infrastructures, au développement immobilier et au secteur financier, concentré autour de l'Etat et de quelques conglomérats familiaux et professions réglementées.

Ce modèle économique bloqué par l'absence de réformes a montré ses limites : reflux des IDE, retrait massif de dépôts bancaires entraînant une hausse des déficits publics et commerciaux.

En fait, depuis la révolution, la politique budgétaire a été mise au service de la paix sociale : recrutements massifs dans la fonction publique (18 % du total des emplois) et augmentation des salaires (lesquels représentent la moitié de la dépense publique).

Les déficits structurels et la lutte contre l'inflation ne peuvent cependant être contenus par la seule politique monétaire et pèsent sur la croissance potentielle tunisienne.

Face à la crise du Covid-19 en 2020 la réponse des autorités tunisiennes a été cohérente sur le plan sanitaire (endiguement de l'épidémie), sur le plan économique (soutien à la consommation, à la trésorerie des entreprises, dépenses de fonctionnement et d'investissement dans le secteur hospitalier) ainsi que sur le plan politique (mesures sociales d'urgence). Elle a été cependant limitée dans son ampleur.

4 La Tunisie se doit d'investir pour l'avenir.

Elle doit trouver en urgence des financements complémentaires car la crise aggrave la pauvreté et les besoins de financement public tout en provoquant une chute de l'investissement.

Les besoins concernent aussi bien les dépenses courantes que l'investissement dans des secteurs clefs en matière d'infrastructures (dans le tourisme en particulier) mais aussi la mise en œuvre d'un plan de lutte contre la pauvreté.

Un tel financement nécessitera des engagements en matière de réformes car la dynamique de financement par les bailleurs de fonds s'essouffle et un recours plus limité aux financements multilatéraux doit être envisagé, mobilisant les ressources de la Tunisie.

Face à l'urgence de la situation il est suggéré la constitution d'un groupe informel de pays amis, incluant les bailleurs de fonds traditionnels, à même de financer un renforcement des capacités de l'Administration tunisienne et d'écouter les propositions du Gouvernement pour engager les réformes nécessaires sans que la classe moyenne et les milieux populaires n'aient le sentiment d'en faire seuls les frais.

Document à télécharger : www.institutmontaigne.org

Forum Ibn Khaldoun 15/07/2021